

# STATEMENT DISCOURS

SECRETARY  
OF STATE  
FOR EXTERNAL  
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE  
D'ÉTAT AUX  
AFFAIRES  
EXTÉRIEURES.



87/17

Notes pour une allocution  
du très honorable Joe Clark,  
secrétaire d'État aux  
Affaires extérieures,  
devant le Commonwealth Club

SAN FRANCISCO

Le 20 mars 1987

OTTAWA

Le 24 mars 1987

Nombre de Californiens savent que l'ambassadeur des États-Unis à Tokyo a déjà présidé, pendant quelques années, la Commission sénatoriale des Affaires étrangères. Je veux parler de Mike Mansfield du Montana. Tous ceux qui l'ont déjà entendu parler des relations nippo-américaines reconnaîtront cette phrase devenue célèbre: "La relation entre les États-Unis et le Japon est - sans exception - la relation bilatérale la plus importante au monde!"

Je suis un voisin de l'Alberta et un admirateur de Mike Mansfield, mais je voudrais contester cette déclaration. La plus importante relation bilatérale des États-Unis n'est pas avec le Japon, mais avec le Canada!

Quelques faits pour le prouver.

- Les États-Unis exportent au Canada plus de deux fois plus qu'ils n'exportent au Japon. Et pourtant, vous avez acheté du Japon l'an dernier presque 10 % de plus que du Canada.

- Entre 1982 et 1986, alors que les ventes américaines outre-mer s'accroissaient de moins de 2 %, les ventes au Canada augmentaient de 45 pour cent.

- Le Canada est votre plus important débouché, puisqu'il achète un bon 20 % de vos produits.

- Au moins le quart des investissements étrangers américains sont réalisés au Canada. Depuis des dizaines d'années, ils nourrissent l'important excédent de votre pays au compte des services. L'an dernier, cet excédent était de 8,3 milliards de dollars.

- Le Canada est le seul pays qui vous sépare de l'Union Soviétique par le Nord, et nos deux pays se sont officiellement partagé la défense du continent et de l'Europe depuis la Seconde Guerre mondiale.

- Sur le continent, nous pouvons satisfaire vos besoins énergétiques vitaux de façon stable et fiable. L'an dernier, la PG&E fêtait la 25<sup>e</sup> année d'approvisionnement continu de votre ville en gaz naturel propre de l'Alberta. Et l'an dernier, le Canada a comblé quelque 21 % des besoins de la Californie en gaz naturel.

- Chaque année, plus de 70 millions de personnes traversent notre frontière, et vous n'avez jamais eu besoin de passeport pour venir au Canada.

L'une des raisons pour lesquelles tant d'Américains considèrent le Japon comme un partenaire plus important est que la relation canado-américaine est si étroite que vous la prenez pour un acquis.

Nous ne le faisons pas parce qu'il nous est difficile d'ignorer un voisin ayant une population dix fois plus nombreuse que la nôtre.

Mais vous le faites - et je viens ici aujourd'hui pour vous dire respectueusement que notre amitié vous est tout aussi importante que la vôtre l'est pour nous, et que cette amitié en est maintenant à un point où certaines décisions cruciales doivent être prises.

Pour qu'on n'interprète pas mal mes propos, je voudrais vous rappeler que les Canadiens accusent surtout leur gouvernement d'être trop amical avec les États-Unis. Avant de devenir Premier ministre, Brian Mulroney disait que, dans une controverse, il aurait tendance à donner aux États-Unis le bénéfice du doute. Cette attitude bienveillante a soulevé tout un tollé, mais elle a inspiré et continuera d'inspirer les actions de son gouvernement.

Supposons par exemple une attitude différente de la part du Canada. Supposons que nous ayons refusé de coopérer à l'établissement d'un système d'alerte dans le Grand Nord pour contrer une éventuelle attaque soviétique. Supposons que nous ayons délibérément confisqué les avoirs américains au Canada ou exigé des visas et de longs interrogatoires à la frontière pour chaque pêcheur ou pour chaque autocar qui traversait nos frontières. Supposons que, au lieu de vous aider en Libye et d'évacuer vos otages de Téhéran, nous ayons utilisé notre relation de voisinage pour donner la plus mauvaise interprétation possible de chacune de vos controverses nationales et de vos initiatives internationales. Ou supposons que votre voisin, avec sa frontière stratégique de 5 000 milles, ait été un pays autre que le Canada - tout pays autre que le Canada.

Une dichotomie dans notre relation est que chacune de vos actions fait les manchettes au Canada, alors que nos intérêts vitaux sont à peine mentionnés ici. Parmi vos voisins, vous accordez bien plus d'attention au Nicaragua qu'au Canada. Mais nous ne voulons certainement pas le type d'attention que vous portez au Nicaragua.

Et nous reconnaissons que vous auriez le pouvoir de répondre par la force à chacune des hypothétiques actions canadiennes que je viens de mentionner. Cela serait dans votre pouvoir, mais non dans votre intérêt - vraiment pas dans votre intérêt. Vous avez intérêt, tout comme nous, à développer la véritable amitié qui s'est tissée des deux côtés du 49<sup>e</sup> parallèle. Et nous avons justement une possibilité unique de le faire.

Votre Président et son Administration se sont montré véritablement intéressés à améliorer les relations entre le Canada et les États-Unis. Le Président Reagan a pris des mesures concrètes - dont certaines d'une importance historique. La semaine dernière, vos représentants ont accepté un changement dans la déclaration des statistiques commerciales, qui cesseront enfin de nous défavoriser. Et le Président Reagan a annoncé une mesure sans précédent de lutte contre les pluies acides qui, à notre avis, sont tout aussi nuisibles au Canada qu'aux États-Unis.

Le Président a toujours encouragé personnellement - et il l'a fait encore récemment dans son discours sur l'Etat de l'Union - la poursuite d'un nouvel accord commercial entre le Canada et les États-Unis. Au niveau des leaders de nos deux pays, le climat n'a jamais été aussi propice à la réalisation concertée de véritables progrès.

Mais les présidents et les premiers ministres ne peuvent faire l'histoire tout seuls. Ils ont besoin de l'appui actif des citoyens qui partagent leur conviction. Les dix prochains mois seront d'une importance cruciale pour les relations entre nos deux pays.

Le commerce en est l'une des raisons. Nous avons posé le geste historique d'engager la négociation d'un nouvel accord commercial entre nos deux pays - pour réduire davantage ou éliminer les tarifs qui subsistent, pour trouver de meilleurs moyens d'éliminer les nouvelles barrières non tarifaires qui sont imposées, pour élargir l'accès à nos marchés réciproques et, ce n'est pas sans importance, pour fournir un modèle de coopération commerciale à un monde menacé par le protectionnisme.

Nous avons lancé cette initiative à un moment où le protectionnisme devient plus prononcé dans votre pays. Nous avons persisté dans nos efforts malgré vos mesures tarifaires et compensatoires qui ont suscité colère et anxiété au Canada et qui ont entraîné des conséquences économiques nuisibles à nos deux pays. En juin dernier, vous avez imposé un tarif sur nos bardeaux et bardeaux fendus, produits relevant d'une position non consolidée à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT). Comme conséquence, les prix des grumes et des bardeaux ont monté dans votre pays; mais il n'y a pas la moindre preuve que le nombre des emplois se soit accru dans votre industrie des bardeaux et bardeaux fendus. Vous avez pris des mesures punitives contre nous - et vous nous avez fait mal - mais vous vous êtes fait mal à vous-mêmes. La mesure a eu deux résultats chez nous. Les gens qui n'aiment

pas les États-Unis avaient une nouvelle raison de vous critiquer, vous et toutes vos initiatives - y compris la négociation commerciale avec le Canada. Et nous n'avons eu d'autre choix que d'imposer à notre tour un tarif de rétorsion sur des produits relevant d'une autre position non consolidée, tarif que nous avons éliminé le mois dernier parce qu'il nous faisait tort à nous autant qu'à vous.

La leçon ici n'est pas la futilité des tarifs. La leçon est que, même avec la meilleure volonté des gouvernements, il s'exerce dans nos deux pays des pressions qui peuvent frustrer, et potentiellement compromettre, des initiatives qui avantageraient grandement nos deux pays. Si vous croyez en de meilleures relations commerciales avec le Canada ou en de meilleures relations commerciales avec le monde, vous ne pouvez prendre les négociations en cours pour un acquis. Vous ne pouvez supposer qu'elles réussiront parce qu'elles sont sensées. Il faut qu'elles reçoivent l'appui actif de chacun de vos États et de vos régions, tout comme celui de votre Maison-Blanche.

J'ai déjà parlé des statistiques commerciales. Deux observations à ce sujet.

L'ancien système de déclaration a produit l'an dernier une erreur de l'ordre de 11 milliards de dollars. Vos statistiques préliminaires faisaient état d'un excédent canadien de 23 milliards de dollars au compte des marchandises. Or, le chiffre exact est plus près de 12 milliards. Mais les chiffres exacts n'effacent jamais ceux qui ne le sont pas et votre gouvernement a maintenant convenu de changements qui donneront, dès le départ, un tableau exact de la situation.

En deuxième lieu, notre excédent au compte des marchandises est presque annulé par votre excédent au compte des services. Jusqu'en 1983, cette situation a occasionné un excédent global à vos comptes courants. En 1986, le Canada a enregistré un excédent en compte courant de 4 milliards de dollars, montant qui représente 2 % seulement de notre commerce bilatéral global pour cette année.

Une négociation commerciale ne porte pas tant sur le solde des échanges que sur le volume et la diversité des produits échangés. Il est normal qu'un déficit commercial de 170 milliards de dollars vous alarme, mais seulement 4 milliards de ce déficit relèvent du commerce avec le Canada, et les différends que vous avez avec d'autres pays ne devraient pas vous aveugler sur les avantages que vous auriez à améliorer votre meilleure relation commerciale. Nous avons de nouvelles possibilités, mutuellement avantageuses, de renforcer en permanence les économies de nos deux pays et d'initier d'autres pays,

pendant les négociations du GATT, à la façon dont nous réglons de nouvelles questions comme le commerce des services et les investissements liés au commerce. En outre, la réussite de notre entreprise montrerait à un monde de plus en plus menacé par le protectionnisme qu'il y a de meilleurs moyens que les barrières pour relever les nouveaux défis que pose le commerce. Le Canada et les États-Unis ont déjà relevé ce genre de défi, à une époque où le monde était en pleine dépression. Il y a de cela cinquante ans, un accord commercial entre le Président Roosevelt et le Premier ministre King jetait les bases de ce qui est devenu l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce - le GATT; en d'autres termes, il jetait les bases de la prospérité que le monde a toujours connue depuis. Et ils l'ont fait dans un période plus difficile que la nôtre.

Le Canada ne demande pas une forme d'exemption qui lui permettrait pour ainsi dire de braconner sur le territoire américain. Nous savons que vous êtes vraiment préoccupés par la progression rapide de votre déficit commercial. Nous connaissons les pressions politiques qui s'exercent pour que le Congrès règle ce problème par des mesures protectionnistes. Mais vous n'avez pas édifié l'économie la plus forte et le niveau de vie le plus élevé au monde en abritant vos talents derrière des barrières artificielles. Vous vous êtes bâti cette réputation enviable en étant meilleurs - en développant votre capacité de concurrencer. Il est vrai que le monde évolue. Trop de gens de nos deux pays nous demandent de nous isoler du changement et de nous replier sur nous-mêmes. Ce n'est pas une solution. L'histoire nous a montré que cette approche mène au désastre. Elle nous a enseigné que la Grande Dépression a été surtout causée par une poussée mondiale du protectionnisme. Nous sommes franchement alarmés lorsque nous comptons les projets de loi protectionnistes soumis au Congrès ou lorsque nous surveillons l'évolution de votre commerce extérieur. C'est l'une des raisons pour lesquelles nous avons engagé ces négociations. Nous voulons un ensemble de règles claires. Nous avons tous deux besoin d'un système pour garantir qu'aucun de nos pays n'est pénalisé. D'un système qui prévoiera une méthode juste et impartiale pour régler les différends sur la base de règles convenues. Si nos pays ne peuvent s'entendre dans ces deux domaines - deux pays qui entretiennent la plus importante relation commerciale et probablement les liens les plus étroits au monde -, votre pays aura peu ou pas de chances de s'entendre avec le reste du monde. Nos nations voisines ont maintenant la possibilité de conclure un accord historique. Un accord qui pourrait établir de nouvelles règles dans de nouveaux domaines du commerce international. Un accord qui pourrait faciliter la conclusion d'ententes internationales. Il serait tragique que nous laissions passer cette possibilité d'effectuer un tel changement parce que nous avons cédé aux apôtres du protectionnisme, soient-ils canadiens ou américains.

Pour notre part, cette initiative n'est pas isolée. À Punta del Este, j'ai travaillé tard dans la nuit sur le texte de la déclaration qui a lancé la Ronde Uruguay, insistant en particulier pour qu'elle couvre le commerce des produits agricoles. Le gouvernement Mulroney donne actuellement une nouvelle priorité au commerce avec les pays de la région de l'Asie et du Pacifique. Le premier ministre a l'an dernier dirigé des délégations au Japon, en Corée et en Chine et nous avons ouvert de nouveaux bureaux commerciaux à Osaka, Shanghai et Bombay, ainsi qu'en Nouvelle-Zélande. Déterminés à profiter au maximum de notre économie, nous avons remplacé l'Agence d'examen de l'investissement étranger (AEIE) et le Programme énergétique national (PEN) et réduit, pendant trois années consécutives, notre déficit national. Ces facteurs ne sont que des éléments parmi d'autres de la stratégie de relance économique dans laquelle s'inscrivent les initiatives commerciales. Naturellement, toute initiative commerciale suppose nos meilleurs efforts pour améliorer notre accès aux marchés de notre plus grand partenaire commercial.

Évidemment, notre relation va bien au-delà du commerce. Nous sommes les deux partenaires nord-américains de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et, par le biais de NORAD, nous collaborons à la défense commune de ce continent. Comme tous les gouvernements, nous devons restreindre les dépenses, y compris celles de la Défense. Mais en dépit de cela, nous avons renforcé notre engagement envers l'Europe en y envoyant douze cents militaires supplémentaires; nous avons pris la décision d'acquérir pour nos forces de l'OTAN un système perfectionné de défense anti-aérienne à basse altitude et d'équiper nos forces aériennes de l'avion de chasse CF-18.

Depuis 1958, NORAD a donné à nos deux pays une structure de commandement intégrée permettant la détection rapide des attaques aériennes, la défense du territoire aérien, la surveillance de l'espace aérien et la détection rapide des attaques de missiles balistiques. L'accord NORAD, dans lequel est enchâssé cet arrangement de coopération unique, a été reconduit pour une période de cinq ans à la rencontre de Washington, en mars 1986, entre le Président et le Premier ministre.

Nous avons amorcé le premier examen exhaustif de notre politique de défense depuis 16 ans, afin de recenser les meilleurs moyens de nous défendre, nous et nos alliés, ainsi que de défendre nos valeurs, à une époque où la réussite des négociations sur le contrôle des armements pourrait en fait accroître les coûts de défense. Il ne s'agit pas en effet de savoir si nous respectons nos engagements envers l'OTAN et l'Amérique du Nord, mais de savoir de quelle façon nous pouvons le mieux les respecter.

Cet examen et notre coopération deviennent d'autant plus importants que les négociations de Genève sont sur le point de progresser. M. Gorbatchev a accepté de ne plus lier les forces nucléaires de portée intermédiaire à l'IDS et M. Reagan a soumis un projet de traité détaillé sur les missiles à portée intermédiaire. Des questions complexes restent à résoudre, celles de la vérification, du dénombrement des autres armes et de l'emplacement des armes restantes. Mais les progrès sont réels et s'ils entraînent des changements au déploiement des missiles nucléaires en Europe, ils auront pour nos deux pays deux conséquences inévitables. Au niveau des armes conventionnelles d'abord, nous devons, soit assumer les coûts de l'accroissement de nos forces en Europe, soit négocier d'urgence des réductions au sein du Pacte de Varsovie pour arriver à un meilleur équilibre. Deuxièmement, une réduction du nombre des missiles de portée intermédiaire accroîtrait l'importance stratégique des bombardiers et des missiles de croisière. Ce qui accroîtrait aussi l'importance stratégique du Nord canadien en même temps que celle de trouver des moyens d'y empêcher une attaque, y compris les dépenses que cela supposerait. Ainsi, les facteurs qui contribueraient à accroître la sécurité mondiale alourdiraient du même coup les obligations des partenaires de l'OTAN sur ce continent.

Conscient de ces conséquences, le Canada a accru l'attention militaire qu'il porte au Grand Nord en modernisant le système d'alerte du Nord et en affirmant sa souveraineté sur son espace aérien, ses glaces et son territoire nordiques. Nous construisons le plus gros brise-glace du monde pour exercer la suprématie que nous prétendons avoir sur nos eaux septentrionales. Nous avons étendu nos lignes de base et indiqué notre détermination à défendre nos droits, au besoin devant la Cour internationale de Justice. Nous avons engagé des discussions avec vos autorités afin de conclure un accord qui respecte notre souveraineté et vos intérêts en matière de sécurité. Je souhaite que ces travaux aboutissent, car nous estimons cette question suffisamment importante pour en saisir la Cour internationale si les discussions échouent.

Je voudrais enfin exprimer notre satisfaction de voir que des progrès s'accomplissent dans un autre secteur essentiel de nos relations, la protection de l'environnement. Nos deux pays ont un vaste territoire et nous avons presque toujours cru en la pérennité de notre air, de nos lacs et de notre faune. Nous savons maintenant que nous avons tort. Les Rocheuses, dans ma province natale d'Alberta, sont marquées par les premières opérations minières qui ont affecté le débit des eaux et conduit à la sécheresse et à la perte de récoltes céréalières. Dans le



magnifique district de Muskoka en Ontario, les lacs meurent progressivement, victimes des pluies acides. Dans le Grand Nord, où l'écologie est souvent fragile, les pâturages naturels du caribou et la subsistance des autochtones qui le chassent sont menacés par divers projets de développement.

Il y a des années de cela, nos deux pays ont créé la Commission mixte internationale pour régler les problèmes liés aux écoulements transfrontière. Cet organisme a remarquablement bien fonctionné. Mais depuis 1979, on s'inquiète de plus en plus des effets transfrontière des pluies acides. Mais on n'a pas saisi de la même façon l'urgence du problème des deux côtés de la frontière et, dans sa frustration, un ancien gouvernement canadien a rompu les discussions sur la question. Le Premier ministre Mulroney a repris les pourparlers sur les pluies acides avec le Président Reagan. Ces pourparlers ont eu comme premier résultat tangible un rapport commun des deux envoyés spéciaux, MM. Drew Lewis et Bill Davis, qui ont indiqué comment nous pouvions amorcer en commun la réduction des émissions qui causent les pluies acides. Au Canada, nous nous sommes engagés à réduire de 50 % d'ici 1994 les niveaux de pluies acides de 1980. Mercredi dernier à Washington, le Président a annoncé de nouvelles mesures précises, dont une demande de crédits de 2,5 milliards de dollars afin de développer des techniques pour combattre les émissions dans votre pays. M. Mulroney a qualifié cette annonce de bonne nouvelle pour le Canada. Cette annonce témoigne, au niveau des deux leaders, d'une détermination à travailler en commun et de façon constructive dans les nombreux secteurs - économie, environnement, défense commune des libertés - qui font que la relation entre le Canada et les États-Unis est - sans exception - la relation bilatérale la plus importante au monde.